



LES ENTREPRISES VAUDOISES ET LA TRANSITION NUMÉRIQUE

TABLE DES MATIÈRES

4	BIEN NÉGOCIER LE VIRAGE NUMÉRIQUE
6	LA STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON
7	1. LA CONNAISSANCE DU CONCEPT
8	2. LE NIVEAU D'INFORMATION
10	3. LE DEGRÉ D'IMPLICATION
12	4. LES EFFETS CONCRETS
18	5. LA ROBOTISATION
22	6. LES INVESTISSEMENTS
23	7. LA FORMATION ET LES RESSOURCES HUMAINES
26	8. LES INCIDENCES DE LA DIGITALISATION
27	9. OPPORTUNITÉ OU PÉRIL ?
28	LA TRANSITION NUMÉRIQUE, UN PHÉNOMÈNE QUI S'ACCÉLÈRE

Étude réalisée par la société M.I.S. Trend à Lausanne, sur mandat de la CVCI

Texte: Philippe Gumy,
Responsable communication, philippe.gumy@cvci.ch
Avenue d'Ouchy 47, 1006 Lausanne

Conception et réalisation: DO! l'agence SA

Janvier 2017

BIEN NÉGOCIER LE VIRAGE NUMÉRIQUE

La numérisation de l'économie s'imisce dans tous les secteurs d'activité. Qu'on l'appelle « industrie 4.0 » ou « révolution digitale », le phénomène ne cesse d'accélérer et tous les éléments tendent à montrer que ce tournant n'en est qu'à ses débuts. Pour certaines entreprises, la digitalisation fait partie du quotidien et elles s'y adaptent depuis des années. Cette constatation est particulièrement vraie dans l'industrie. D'autres sociétés l'ont intégrée plus récemment dans leur modèle d'affaires ou envisagent d'y venir à terme. N'étant, ou ne s'estimant pas concernées, un certain nombre d'autres entreprises en reste au statut d'observateurs, plus ou moins inactifs. Un dernier groupe, relativement important, n'a pas encore pris connaissance du changement.

Mais que recouvre exactement le terme de « digitalisation de l'économie » ou d'« industrie 4.0 » ? Comment les entreprises vaudoises abordent-elles ce tournant ? Qu'ont-elles déjà entrepris, avec quelles conséquences sur leur fonctionnement ? Et que prévoient-elles de mettre en œuvre pour répondre aux nouveaux défis ? Quel est leur degré de connaissance des enjeux ?

UNE ENQUÊTE REPRÉSENTATIVE

Face à la montée en puissance de cette thématique, la CVCI a décidé de mener une enquête afin de déterminer précisément les interrogations de ses membres, leurs attentes ainsi que les stratégies mises en place ou envisagées. Réalisé par l'institut de sondage M.I.S. Trend à Lausanne, le sondage a été mené du 11 octobre au 11 novembre 2016 auprès des quelque 3200 entreprises membres. Il a obtenu un taux de réponse de 13 % (388 entreprises), un niveau qui correspond aux retours habituels dans ce type d'enquête (la structure de l'échantillon est détaillée en page 6).

Le questionnaire s'articulait autour de plusieurs points clés portant sur :

- le niveau de connaissance du concept de digitalisation de l'économie,
- le degré d'implication dans la transformation numérique,
- les conséquences et effets concrets attendus ou déjà survenus,
- les investissements,
- la possible résistance du personnel,
- la robotisation et l'automatisation des processus dans les services ainsi que leurs conséquences concrètes sur les effectifs,
- les éléments mis en place au niveau des ressources humaines, en particulier dans l'analyse globale faite par les entreprises.

En préambule à l'enquête, la définition du concept de « numérisation de l'économie » ou d'« industrie 4.0 » a été précisément donnée aux entrepreneurs interrogés. Il s'agissait d'éviter une possible confusion avec la simple informatisation, qui date de plus de trente ans.

Très concrètement, la numérisation des activités intègre des concepts comme l'internet des objets, les méga-données et leur traitement (« big data »), la robotique ou les imprimantes 3D. Elle peut s'appuyer sur les nouvelles « infrastructures numériques » qui leur sont associées comme le « cloud » (stockage numérique à distance) ou plus communément les applications mobiles, ainsi que les réseaux sociaux. L'ensemble de ces éléments, dont la liste n'est pas exhaustive, et surtout leur combinaison, modifient la production, la distribution, l'organisation du travail, la gestion des ressources humaines, le service après-vente, le marketing ou encore la relation client, pour ne citer que quelques impacts majeurs.

Le tournant numérique se caractérise par la possibilité d'interaction permanente entre les personnes, les entreprises, les médias ou encore les administrations. Il permet d'anticiper la demande,

d'individualiser toujours plus fréquemment les offres ou encore de limiter, voire de supprimer les stocks.

Dans certains secteurs bien connus du grand public, la rupture technologique a déjà été telle que l'activité a subi une révolution majeure. Les exemples de l'industrie du disque ou de la photographie en témoignent. La branche du voyage, et plus généralement celle du tourisme, voit également les changements s'accélérer avec le rayonnement mondial de plateformes qui démultiplient la clientèle potentielle, pendant que d'autres géants de l'internet font parallèlement exploser l'offre proposée grâce aux nouvelles possibilités créées par « l'économie de partage » ou l'« ubérisation » des activités.

CONSÉQUENCES MULTIPLES

Sachant que le volume de données produites et stockées dans le monde au cours des deux dernières années dépasse le volume de toutes les données stockées depuis l'apparition de l'informatique, et que la tendance est exponentielle, il est évident que l'économie va connaître de nombreux autres bouleversements au cours des prochaines années. Il est probable que tous les secteurs d'activité seront touchés, plus ou moins rapidement. À des degrés divers, bien sûr, mais les modifications sont et seront aussi importantes que le fut la mécanisation ou l'électrification.

Les résultats de l'enquête publiés dans cette brochure montrent que près de deux tiers des entreprises vaudoises se sentent concernées par la digitalisation. Cette évolution est par ailleurs considérée comme positive par une très large majorité d'entre elles. Les points négatifs sont à chercher du côté de l'information sur la thématique ainsi que des investissements. Une claire majorité des entrepreneurs ne se sent pas suffisamment informée sur l'évolution en cours, malgré une démarche active pour se tenir au courant, tandis que les coûts sont

considérés comme « assez » ou « très » importants par près de trois quarts des sociétés qui ont répondu.

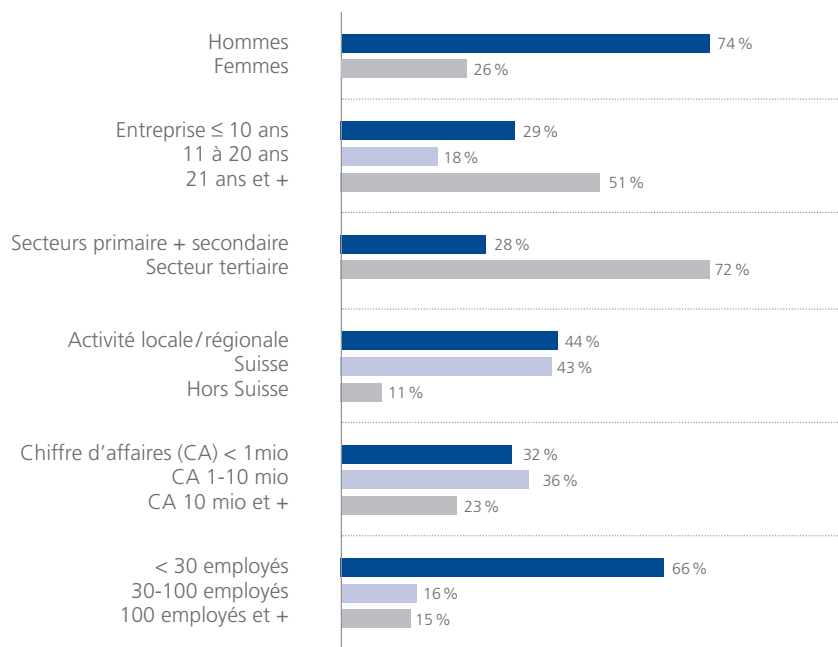
Les conséquences sur l'emploi demeurent ouvertes, mais au vu des réponses données par les employeurs vaudois, les craintes faisant état d'une possible fin du travail semblent exagérées. Un tiers des sondés affirment qu'ils ont dû, ou devraient, diminuer leur personnel, mais une petite majorité affirme que la robotisation de la production ou des services n'a pas eu, ou n'aurait pas d'impact sur le nombre de leurs collaborateurs. De plus, environ une entreprise sur huit met en avant une hausse des effectifs liée à la robotisation.

Il y a bien sûr de grandes disparités entre sociétés, tant en ce qui concerne l'adaptation que les attentes et les problèmes mis en avant. Sans surprise, les plus grandes et les plus exposées à la concurrence internationale sont les plus avancées en matière de digitalisation, mais les PME et les petites sociétés restent dans la course.

Avec ses 3200 membres employant quelque 130 000 collaborateurs, la CVCI représente les trois quarts des emplois industriels et, plus globalement, un tiers des emplois privés recensés dans le canton. L'enquête publiée dans cette brochure comporte une marge d'erreur de 4,7 %, un taux qui permet de tirer des enseignements pertinents.

LA STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

Base : 388 entreprises membres de la CVCI



Les interviews ont été réalisées du 11 octobre au 11 novembre 2016 par l'institut de recherche M.I.S. Trend à Lausanne, mandaté par la CVCI. Les réponses ont été apportées de manière auto-administrée, via un lien sécurisé envoyé par Internet. La quasi-totalité des membres de la CVCI a reçu le questionnaire qui comprenait une explication de la démarche et une introduction à la thématique.

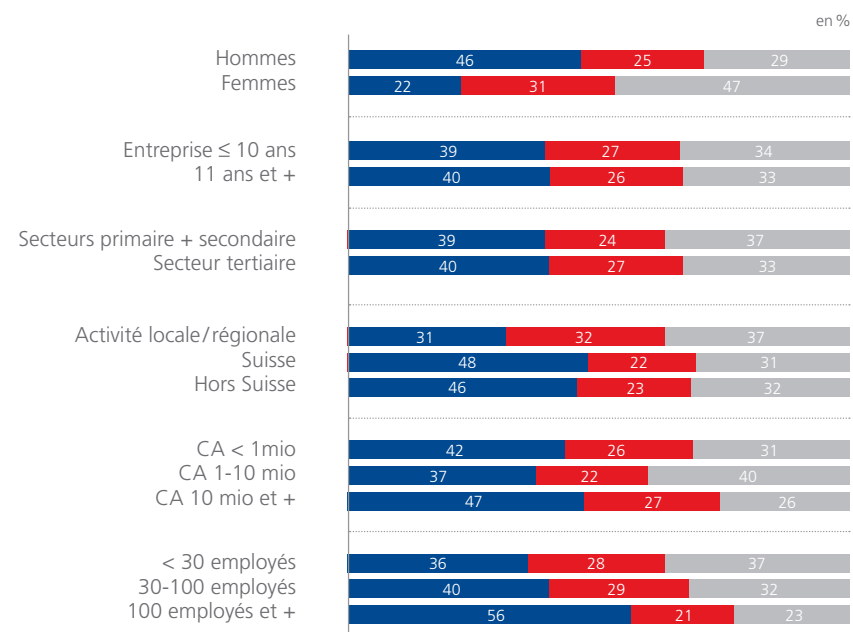
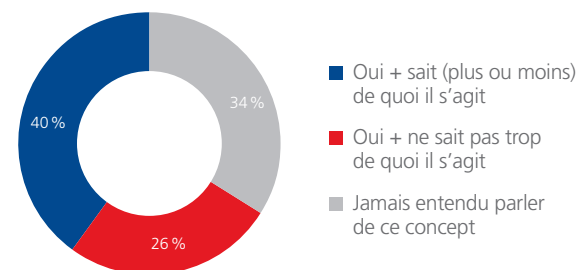
L'échantillon obtenu compte 388 entreprises, soit 13 % des 3024 membres contactés. 308 sociétés supplémentaires, soit 10 % du total, ont commencé l'interview, mais il n'a pas été possible de prendre en compte leurs réponses étant donné qu'elles ne sont pas allées jusqu'à la fin. En termes de taille et de secteur d'activité, la structure de l'échantillon est tout à fait comparable à l'enquête conjoncturelle d'automne 2016 de la CVCI, qui avait déjà introduit le thème de la digitalisation de l'économie, via quelques questions subsidiaires.

Les résultats n'ont pas été pondérés. La marge d'erreur et de +/- 4,7 % sur le total des répondants.

1. LA CONNAISSANCE DU CONCEPT

1.1 Avez-vous déjà entendu parler d'« économie 4.0 », d'« Industrie 4.0 », de digitalisation ou de numérisation de l'économie ?

Base : 388 entreprises

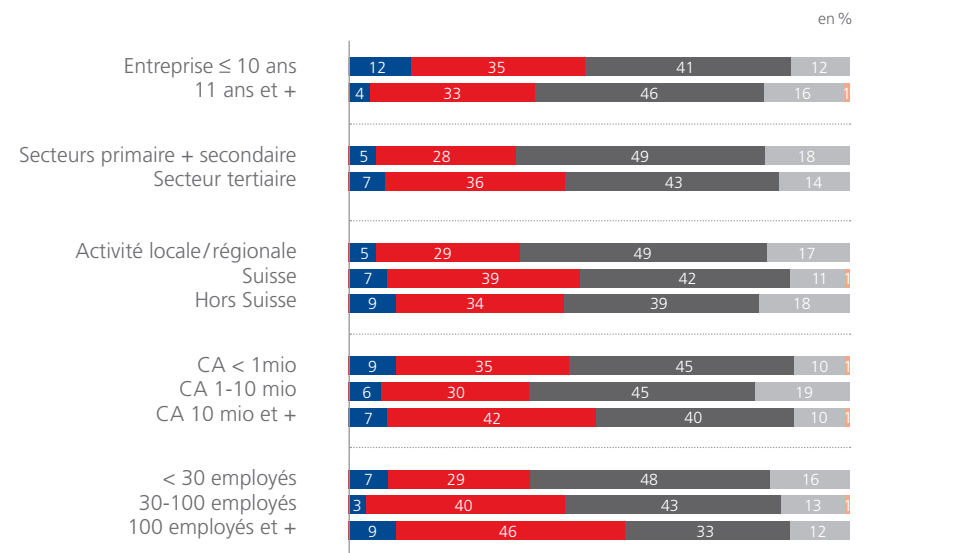
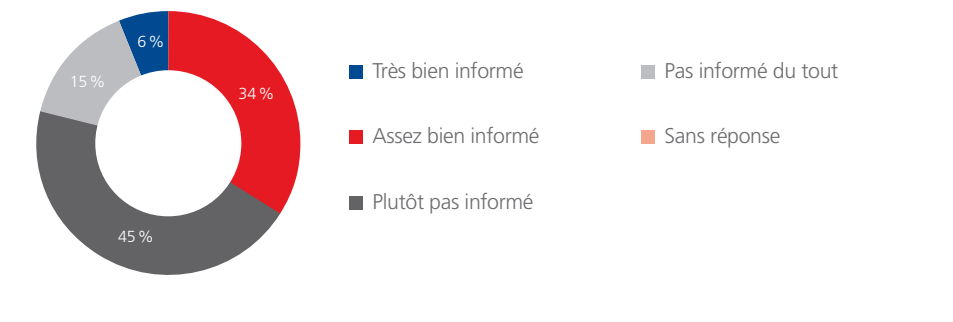


Les entreprises ayant répondu par l'affirmative à la question 1.1 étaient invitées à donner leur définition du concept. Sur les 154 qui ont répondu à cette sollicitation, les deux tiers ont apporté des éléments très précis (Internet des objets, robotisation, « big data », etc). Un tiers a émis une définition générale, parlant de « numérisation de l'économie » ou d'« optimisation des processus ».

2. LE NIVEAU D'INFORMATION

2.1 D'une manière générale, vous sentez-vous bien informé sur la digitalisation ?

Base : 388 entreprises

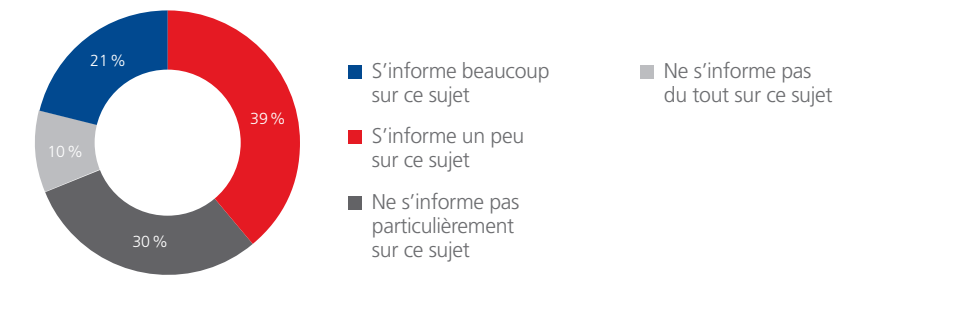


Avant la question 2.1, les entreprises ont toutes reçu la définition suivante de la transformation digitale : « L'économie 4.0 » ou digitalisation de l'économie désigne le phénomène de numérisation des activités économiques. Elle concerne des niveaux très divers, de la production à la distribution, l'organisation du travail, le marketing, la publicité. Cela inclut l'intelligence artificielle, le « big data », l'impression 3D, la robotique, etc... Nous ne parlons pas ici de l'informatisation, qui a eu lieu depuis plus de 30 ans, mais bien du processus de digitalisation, caractérisé par exemple par la transmission des données en temps réels, l'interaction permanente entre les personnes, les entreprises, les médias, les Etats. »

2. LE NIVEAU D'INFORMATION

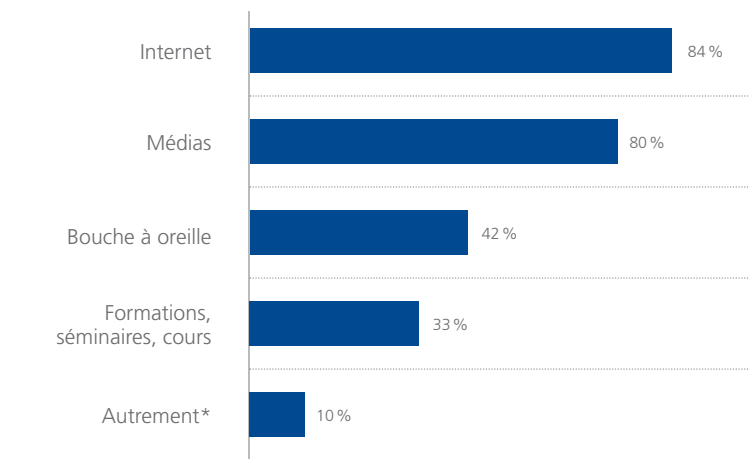
2.2 Est-ce que vous consacrez du temps à vous informer sur la digitalisation dans votre secteur d'activité ?

Base : 388 entreprises



2.3 Comment vous informez-vous sur le thème de la digitalisation de l'économie de manière générale ?

Base : 235 entreprises qui s'informent sur la digitalisation

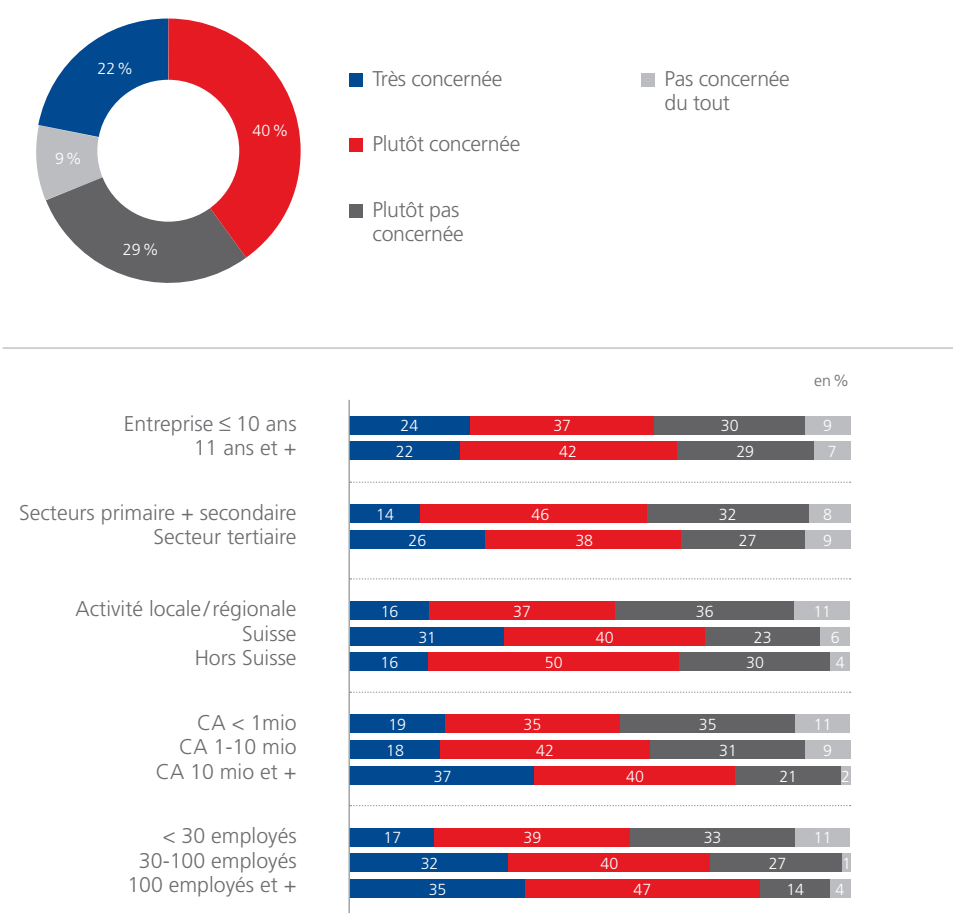


*Prestataires, fournisseurs (3 %), contacts professionnels (3 %), actifs dans le domaine IT (2 %), lectures spécialisées (1 %), réseaux sociaux (1 %)

3. LE DEGRÉ D'IMPLICATION

3.1 D'une manière générale, votre entreprise est-elle concernée ou non par la digitalisation de l'économie ?

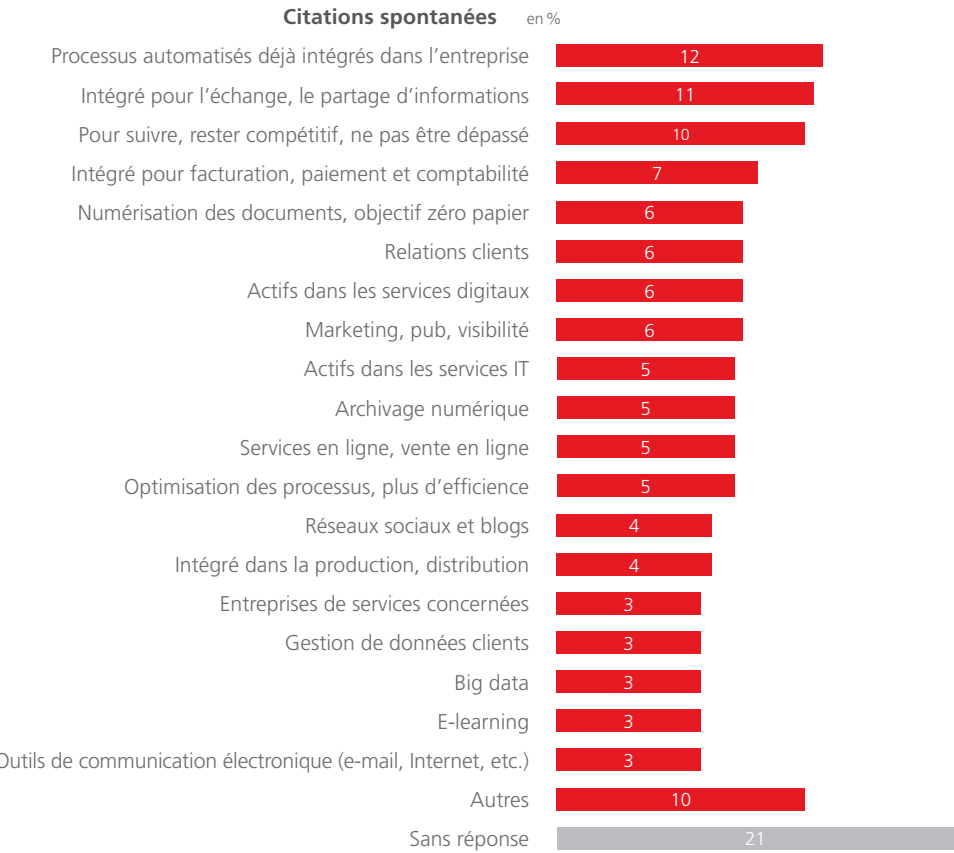
Base : 388 entreprises



3. LE DEGRÉ D'IMPLICATION

3.2 Pourriez-vous indiquer en quelques mots en quoi votre entreprise est concernée par la digitalisation de l'économie ?

Base : 243 entreprises concernées par la digitalisation

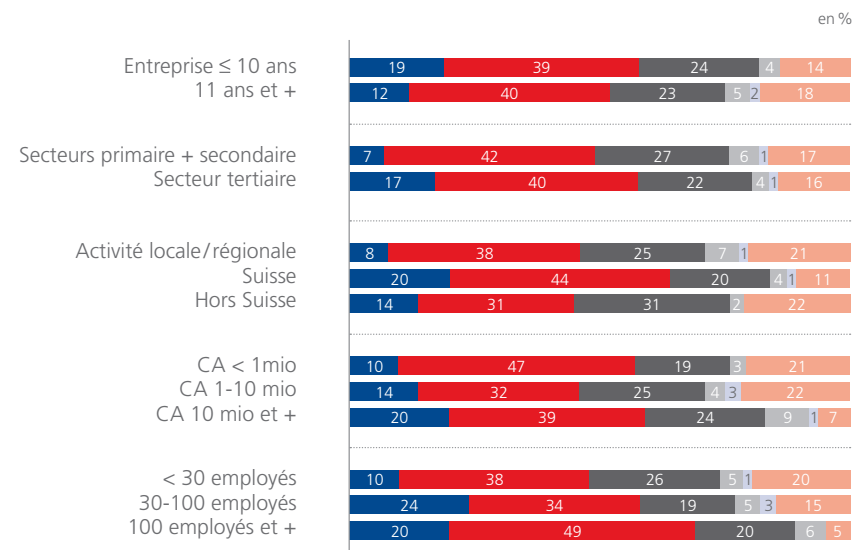
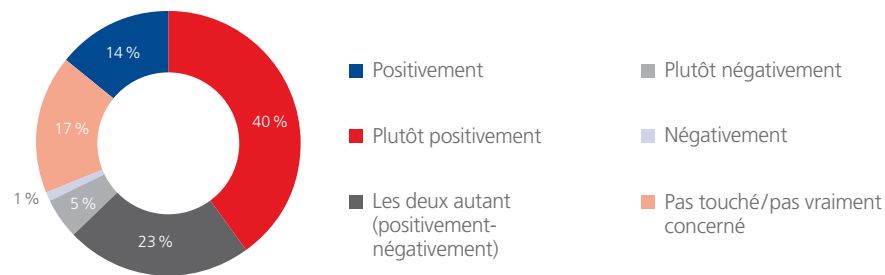


Pour les 145 entreprises « pas du tout » ou « plutôt pas » concernées par la numérisation de l'économie, 31 % affirment que cela tient à leur domaine d'activité, 18 % mettent en avant la prédominance des contacts humains dans leur manière de travailler, 13 % affirment que leur activité ne peut pas être automatisée et 11 % estiment que leur structure est trop petite. Le manque de moyens financiers n'est évoqué que par 2 % des répondants.

4. LES EFFETS CONCRETS

4.1 Dans vos activités, êtes-vous touché positivement ou négativement par la digitalisation de l'économie ?

Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation

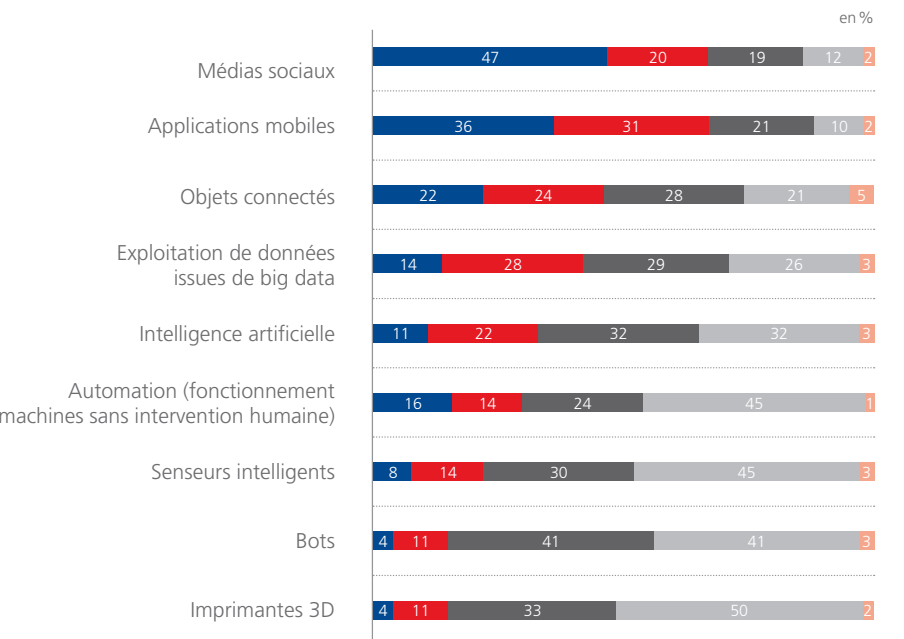


4. LES EFFETS CONCRETS

4.2 Mise en place d'éléments liés à la digitalisation

Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation

Déjà mis en place Prévu à moyen terme Pas prévu Pas concerné Ne sait pas

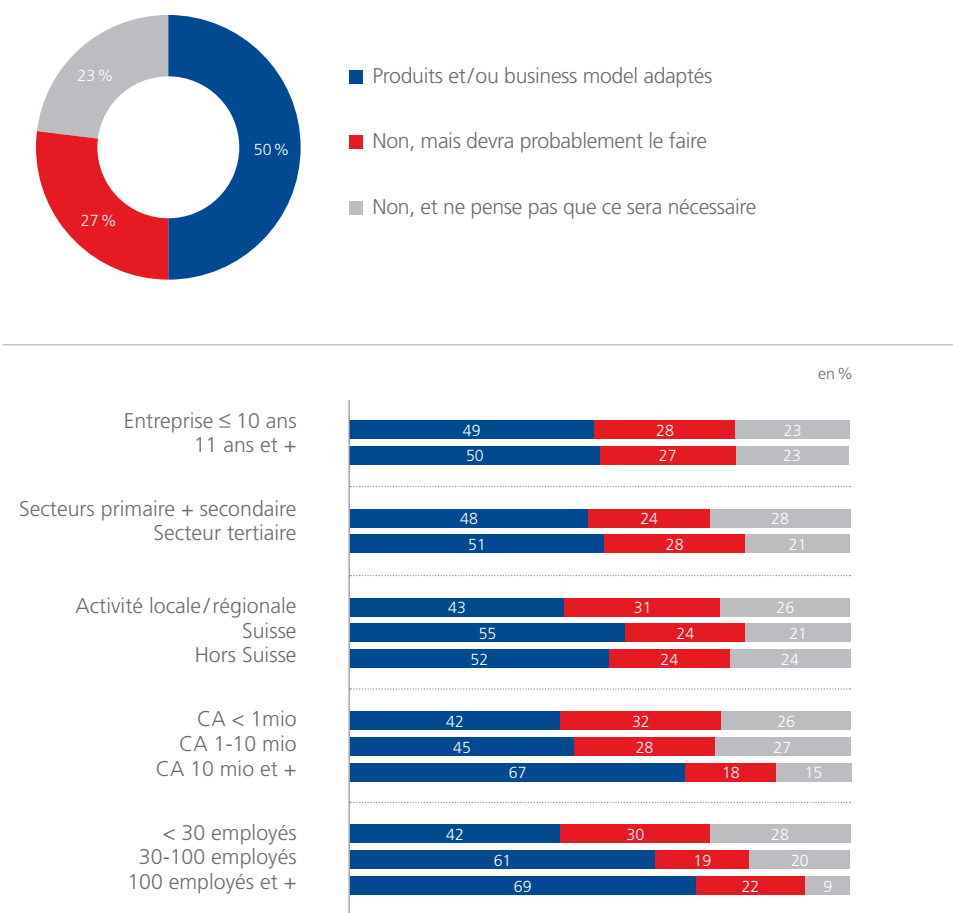


Un bon quart des entreprises vaudoises (26 %) sont déjà avancées dans la transition numérique puisqu'elles ont mis en place au moins trois éléments énumérés ci-dessus, en lien avec la digitalisation. 7 % citent cinq éléments et plus. A l'inverse, 34 % des répondants n'ont encore rien mis en place (mais 14 % seulement pour celles qui comptent plus de 100 collaborateurs) et 40 % disent avoir introduit un à deux éléments.

4. LES EFFETS CONCRETS

4.3 En raison de la digitalisation de l'économie, avez-vous dû adapter vos produits et/ou votre « business model » ou pensez-vous qu'il faudra probablement le faire à moyen terme ?

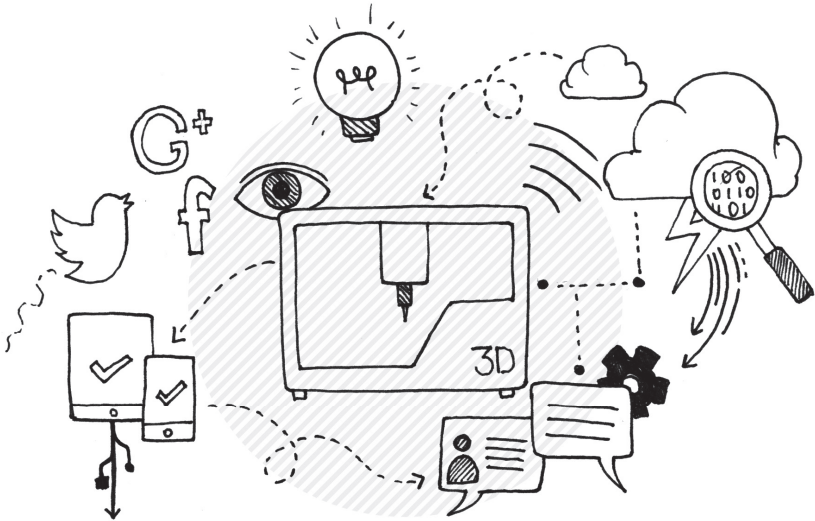
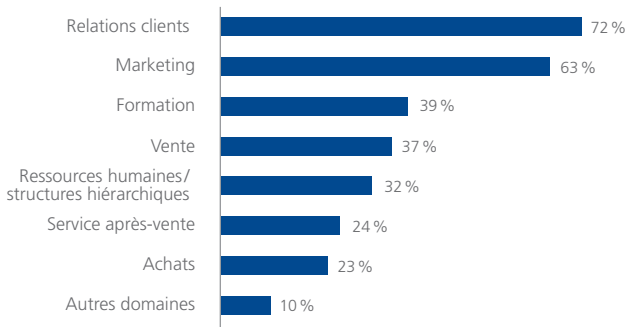
Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation



4. LES EFFETS CONCRETS

4.4 Outre vos produits ou votre business model, dans quels autres domaines avez-vous dû procéder à des adaptations dans votre entreprise en raison de la digitalisation de l'économie ?

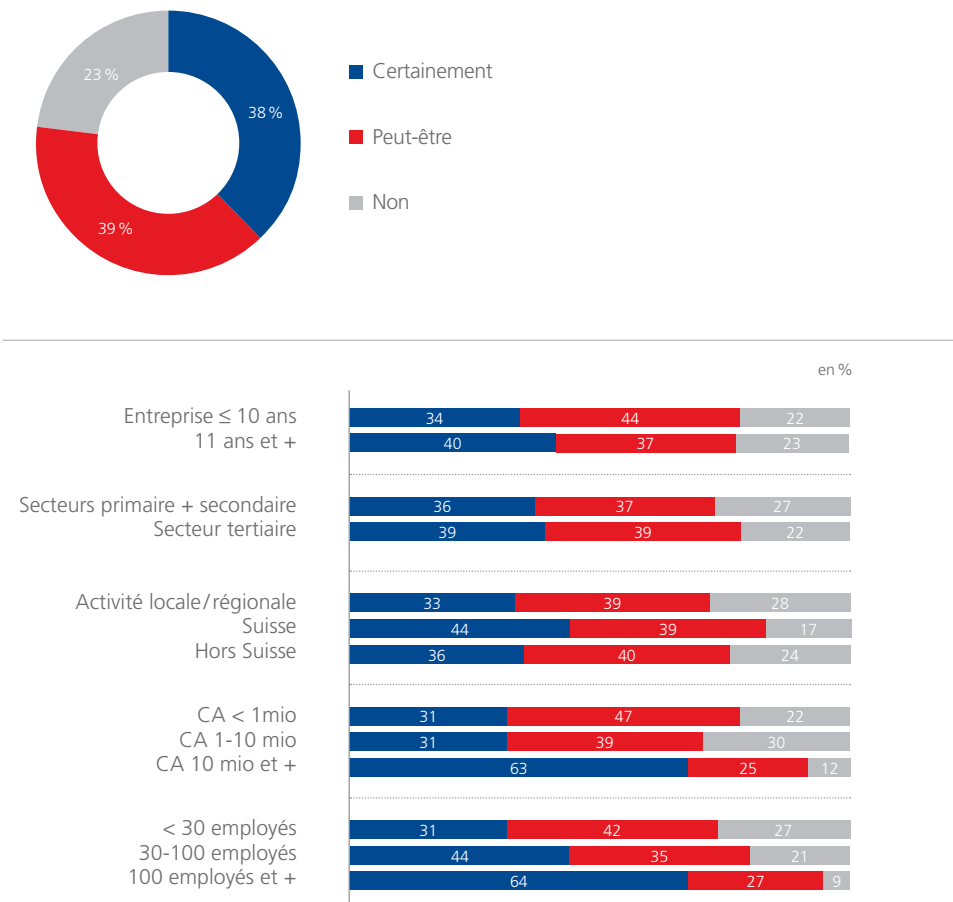
Base : 174 entreprises ayant procédé à d'autres adaptations que production et/ou business model



4. LES EFFETS CONCRETS

4.5 Envisagez-vous de procéder prochainement à des adaptations dans votre entreprise en raison de la digitalisation de l'économie ?

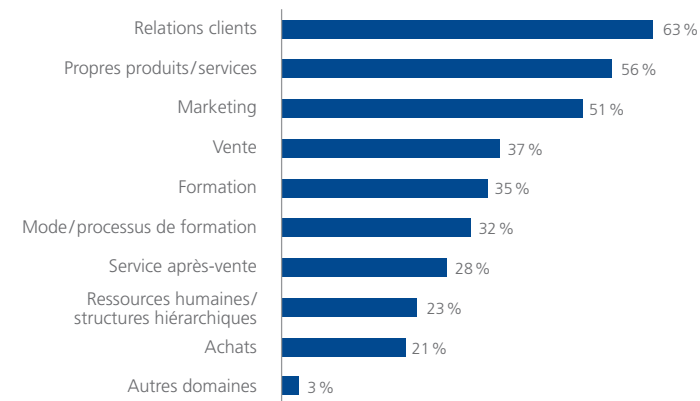
Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation



4. LES EFFETS CONCRETS

4.6 Dans quels domaines envisagez-vous de procéder à des adaptations dans votre entreprise en raison de la digitalisation de l'économie ?

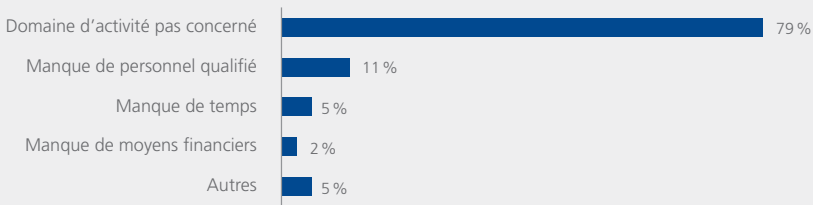
Base : 273 entreprises envisageant de procéder à des adaptations



RAISONS DE NON-ADAPTATION

Pourquoi n'avez-vous pas fait ou n'envisagez-vous pas des adaptations dans votre entreprise en raison de la digitalisation de l'économie ?

Base* : 66 entreprises n'ayant pas fait ou n'envisageant pas des adaptations

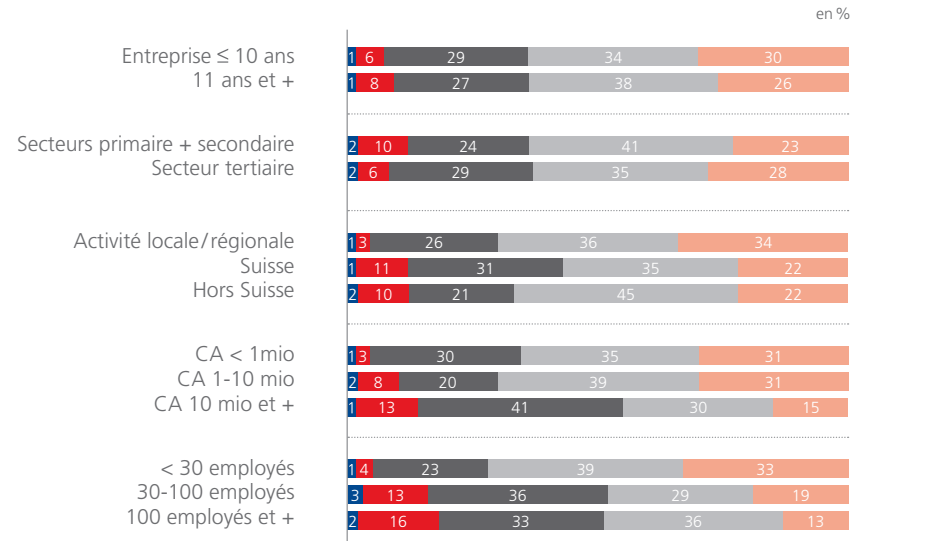


* base faible = marge d'erreur élevée

5. LA ROBOTISATION

5.1 La robotisation de la production, respectivement des services (logiciels, bots, etc...) de votre entreprise est-elle envisageable ? Diriez-vous...

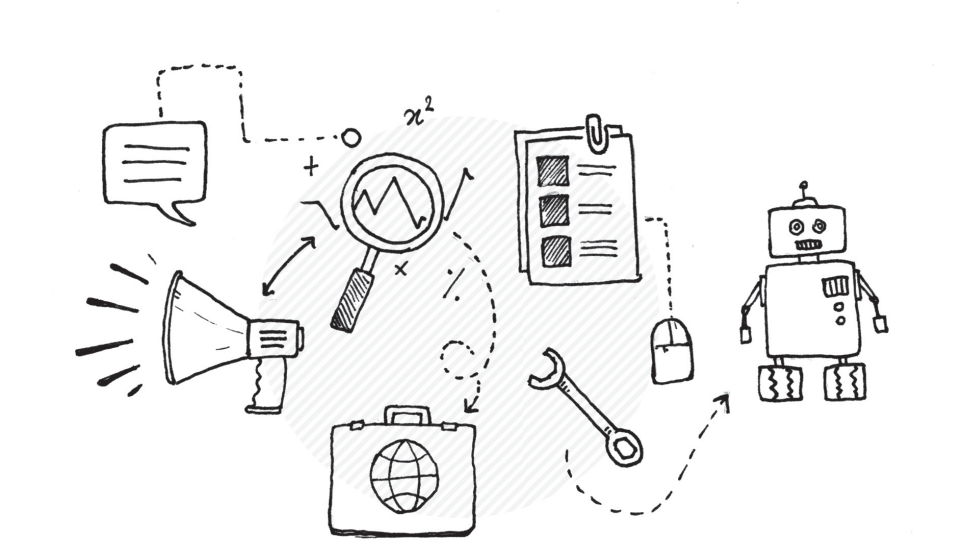
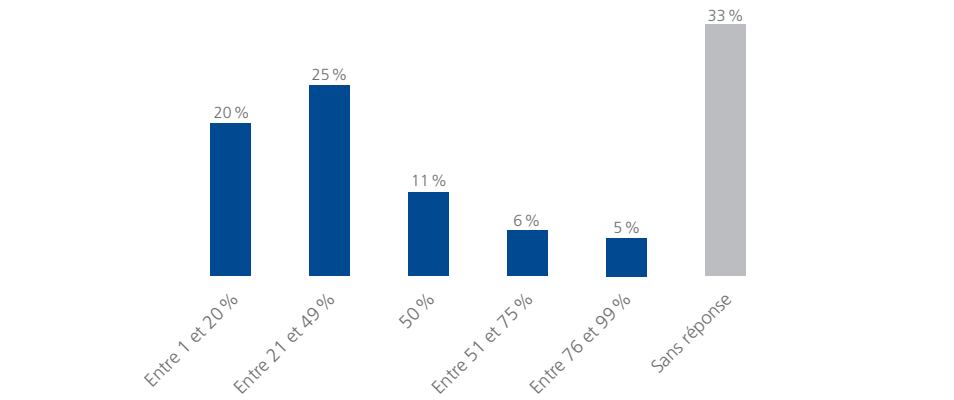
Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation



5. LA ROBOTISATION

5.2 Plus concrètement, quelle est la part de vos activités qui pourrait être/qui a été robotisée ou numérisée (en %) ?

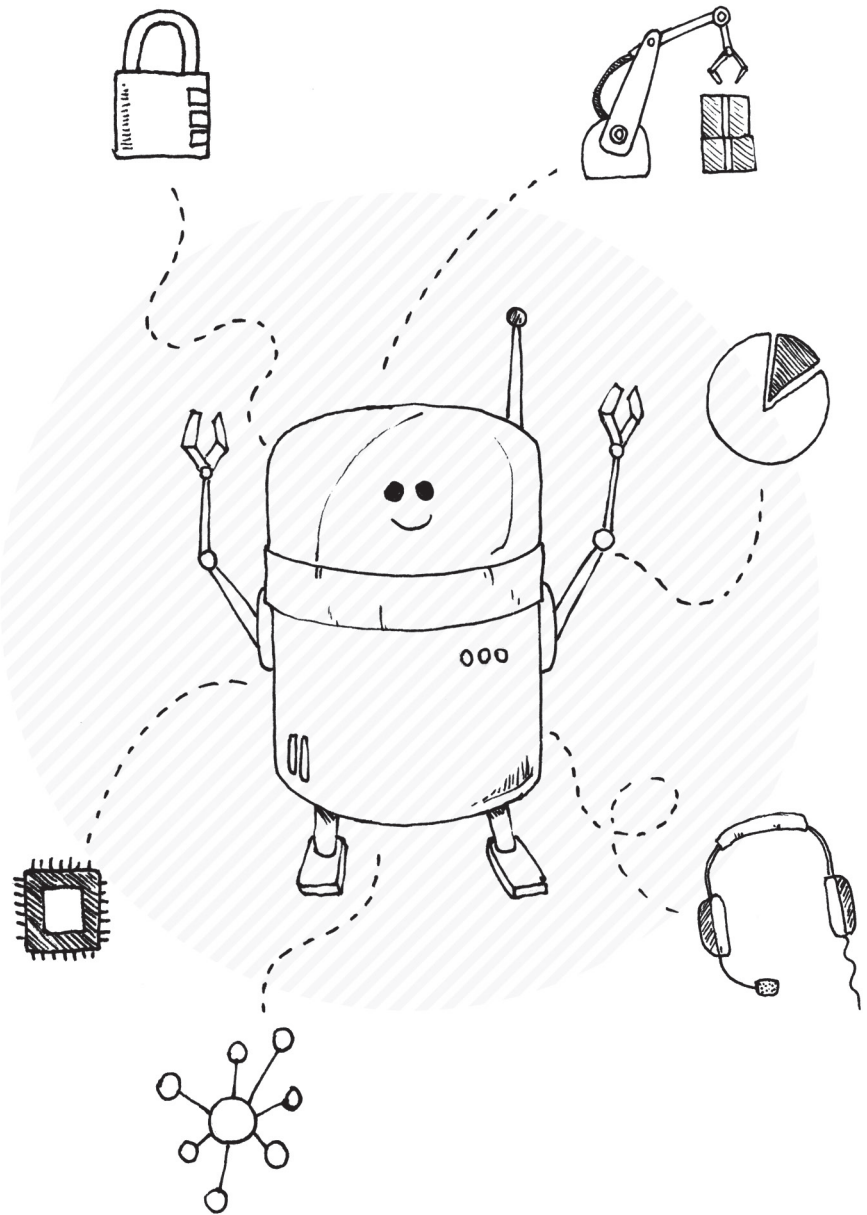
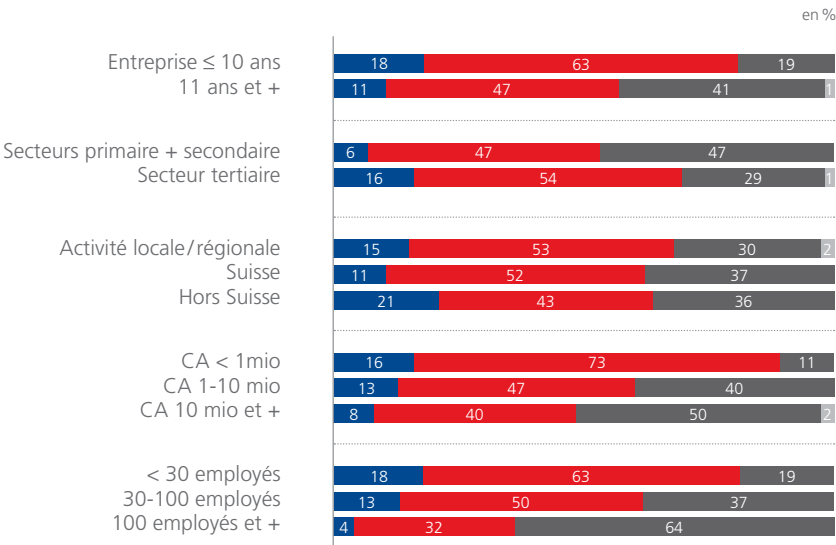
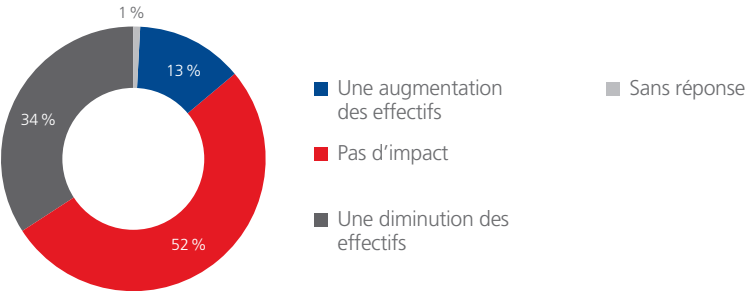
Base : 129 entreprises concernées par la robotisation



5. LA ROBOTISATION

5.3 Selon vous, la robotisation ou la numérisation de vos activités aurait-elle/a-t-elle eu un impact sur vos effectifs ?

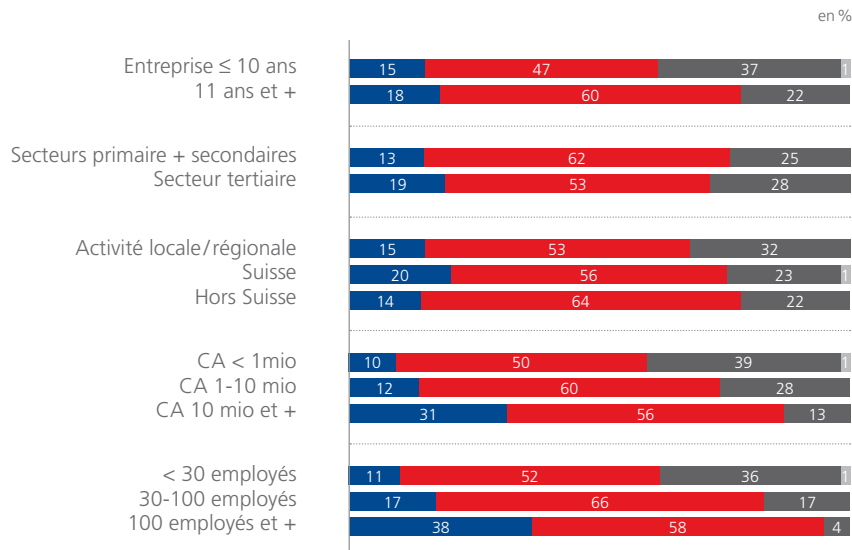
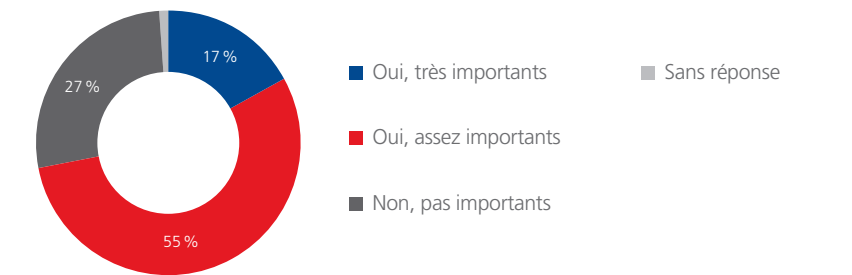
Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation



6. LES INVESTISSEMENTS

6.1 Le passage à la digitalisation de l'économie implique-t-il des investissements importants pour votre entreprise ?

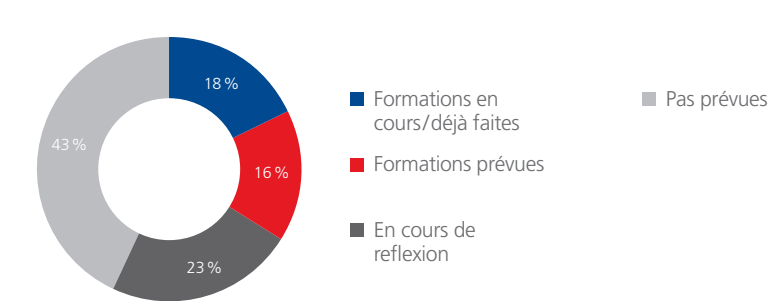
Base : 289 entreprises concernées par des adaptations en raison de la digitalisation



7. LA FORMATION ET LES RESSOURCES HUMAINES

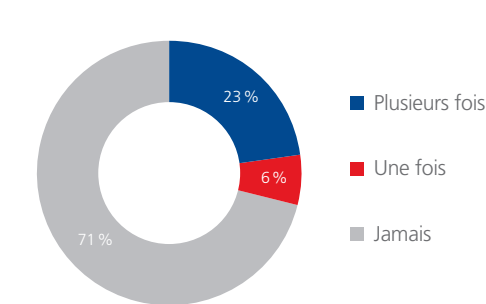
7.1 Est-ce que votre entreprise a mis en place des formations spécifiques (en interne ou auprès de tiers) en lien avec la digitalisation ?

Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation



7.2 Est-ce que votre entreprise a intégré la digitalisation dans sa politique de ressources humaines, par exemple en choisissant des candidats déjà sensibilisés ou formés à ces nouveaux domaines ?

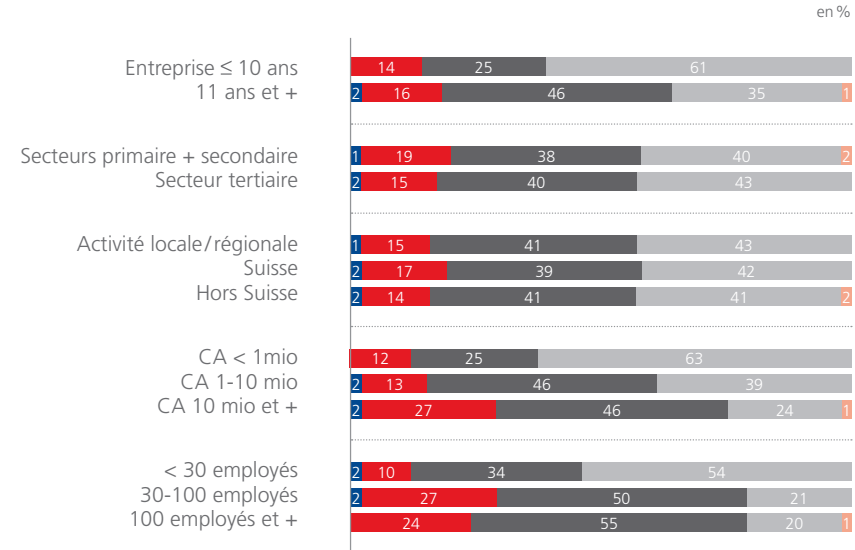
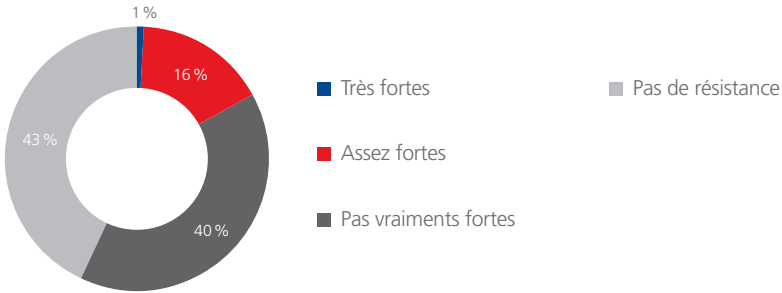
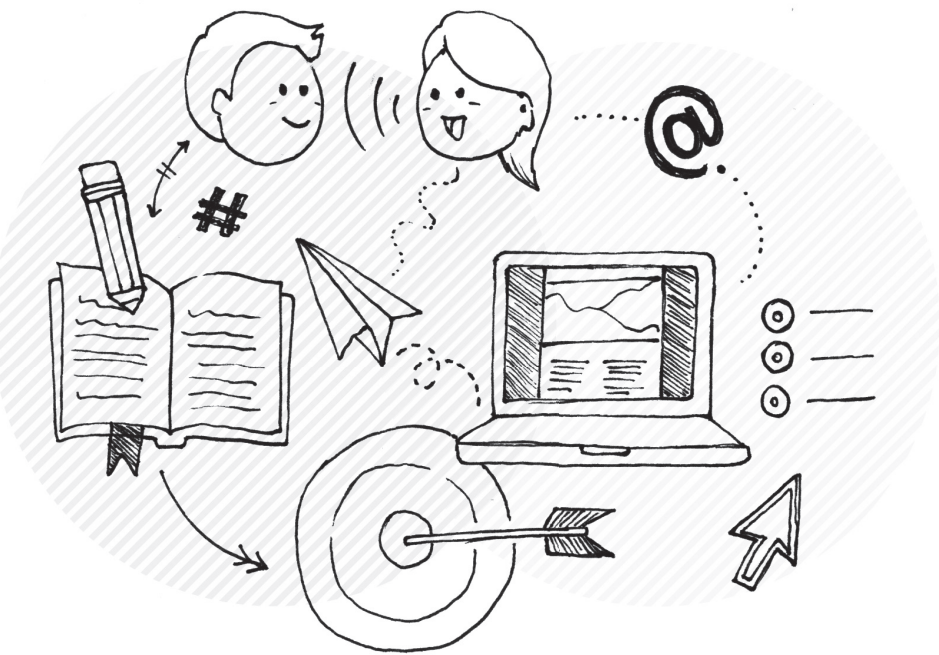
Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation



7. LA FORMATION ET LES RESSOURCES HUMAINES

7.3 Percevez-vous des résistances à l'interne face à la digitalisation du travail ?
Si oui, ces résistances sont-elles...

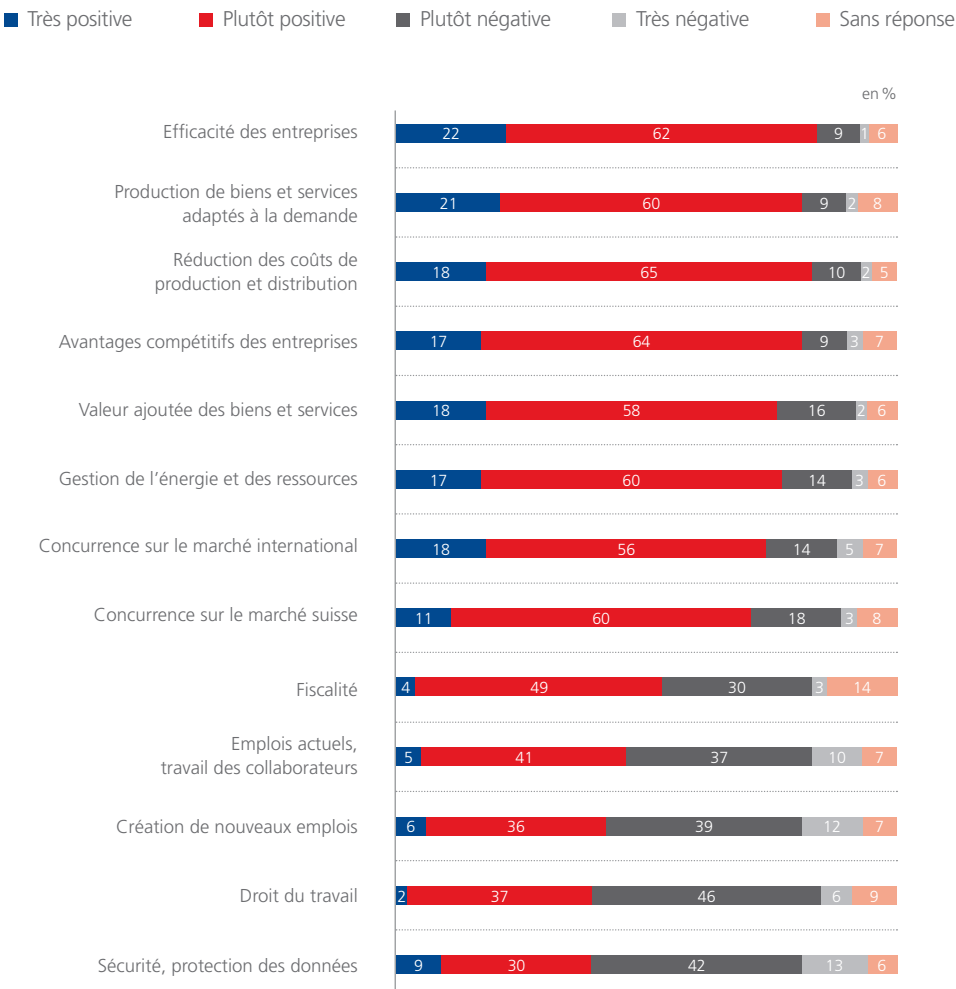
Base : 355 entreprises plus ou moins concernées par la digitalisation



8. LES INCIDENCES DE LA DIGITALISATION

8.1 Influence de la digitalisation de l'économie sur...

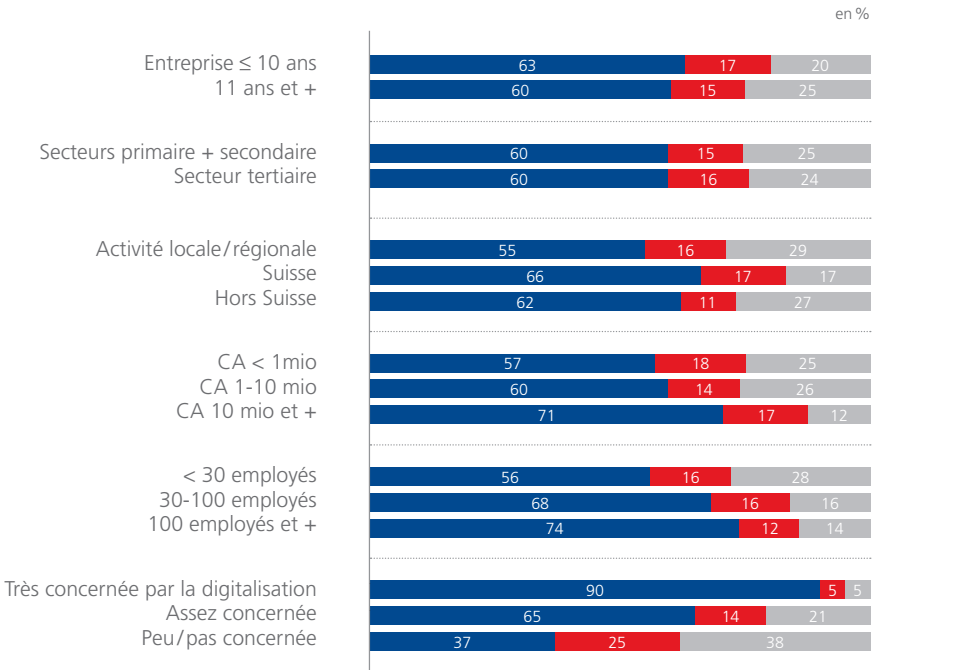
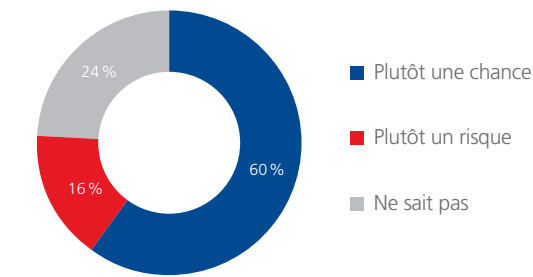
Base : 388 entreprises



9. OPPORTUNITÉ OU PÉRIL ?

9.1 Pour l'avenir, voyez-vous dans la digitalisation de l'économie plutôt une chance ou plutôt un risque pour l'économie suisse ?

Base : 388 entreprises



LA TRANSITION NUMÉRIQUE, UN PHÉNOMÈNE QUI S'ACCÉLÈRE

La digitalisation de l'économie ne concernera certainement jamais toutes les entreprises vaudoises. Mais les résultats de l'enquête réalisée par l'institut M.I.S. Trend, sur mandat de la CVCI, démontrent que le processus en cours touchera très bientôt un nombre beaucoup plus important de sociétés que ce n'est le cas aujourd'hui. Le chemin est certes sinueux, sans grande visibilité, parsemé d'embûches, de défis et de surprises. Mais il s'impose chaque semaine, chaque mois, à de nouveaux entrepreneurs. Condensé en sept points de la situation actuelle et des défis à venir :

1. L'INFORMATION : LACUNAIRE

Le constat surprend lorsque l'on observe l'abondance d'articles, de reportages et d'événements consacrés à la digitalisation de l'économie : 34 % des entreprises membres de la CVCI n'ont jamais entendu parler du concept d'« industrie 4.0 » ou de « numérisation de l'économie ». A contrario, cela signifie évidemment que les deux tiers restants savent au moins en partie de quoi il s'agit, 40 % s'estimant bien informés. Il y a toutefois un bémol : l'enquête a été commencée par 696 entreprises, mais 308 l'ont abandonnée en cours de route. D'où le chiffre final de 388 répondants. L'institut M.I.S. Trend émet l'hypothèse – partagée par la CVCI – que ces répondants n'ont « sans doute pas suffisamment d'affinités avec le thème ». On constate par ailleurs que même les sociétés qui emploient plus de 100 collaborateurs sont encore pratiquement un quart à ne jamais avoir entendu parler de tournant digital.

Le manque d'information disponible sur cette thématique constitue de toute évidence un réel obstacle puisque les entreprises sont 60 % à se dire « pas ou pas du tout » informées. Et ce n'est pas faute de consacrer du temps à se documenter sur la digitalisation : près des deux tiers des répondants assurent « s'informer un peu ou beaucoup ». L'une des explications réside sans doute dans l'absence d'une documentation structurée sur une thématique encore relativement récente

et peu étudiée, les entrepreneurs étant amenés à chercher les renseignements souhaités avant tout sur Internet et dans les médias.

2. UN PHÉNOMÈNE RÉEL

L'enquête confirme que la transition numérique ne relève pas de l'effet de mode. Près des deux tiers des entreprises (62 %) se disent « plutôt ou très concernées par le tournant numérique », sans différence fondamentale entre l'industrie et les services. Plus l'entreprise est grande, plus le niveau d'implication est important. Dans les sociétés comptant moins de 30 employés, 44 % se disent en revanche « peu ou pas » concernées, évoquant des raisons liées à leur type d'activité (pas axé sur le numérique, basé sur les interactions humaines, notamment), à leur taille ou à leur structure d'activité qui pourrait difficilement être standardisée. L'argument des coûts financiers ou du manque de temps, qui ne concerne qu'une poignée de sociétés, ne constitue donc pas un obstacle.

3. UNE ATTITUDE FAVORABLE ET PRO-ACTIVE

Les entreprises vaudoises abordent la digitalisation de l'économie de manière pragmatique. Cette évolution déploie des effets positifs pour une majorité d'entre elles (54 %) alors qu'un petit quart considère que les avantages et les inconvénients s'annulent. Seules 6 % des entreprises affirment être négativement touchées par les changements en cours, 17 % ne se considérant pas touchées.

Concernant les différents instruments liés à la transition numérique (cela va des traditionnels réseaux sociaux et applications mobiles aux senseurs intelligents en passant par les objets connectés et les « chatbots »), une entreprise sur trois n'a encore rien mis en place. Pour celles qui se sont lancées, la présence sur les médias sociaux

LA TRANSITION NUMÉRIQUE, UN PHÉNOMÈNE QUI S'ACCÉLÈRE

arrive en tête (une entreprise sur deux), devant les applications mobiles (36 %) et les objets connectés (22 %). Mais de nombreuses sociétés sont actuellement en phase de réflexion ou ont déjà planifié d'aller de l'avant et ces pourcentages devraient par conséquent croître rapidement.

4. DES COÛTS JUGÉS SUBSTANTIELS

La mise en place d'éléments liés à la digitalisation relève de la nécessité. Une entreprise vaudoise sur deux a déjà dû adapter ses produits et/ou son modèle d'affaires en raison de la digitalisation. Cette proportion grimpe même à 61 % dans les PME comptant entre 30 et 100 collaborateurs, et à 69 % dans celles dépassant les 100 collaborateurs. Un quart des sondés estiment qu'ils devront probablement le faire, le dernier quart jugeant que ce ne sera pas nécessaire. Parmi celles qui ont déjà dû faire évoluer leurs activités, près des trois quarts ont par ailleurs dû ajuster leurs relations clients. Près des deux tiers ont dû modifier leur marketing. Le processus reste en plein essor puisque 38 % des sociétés estiment qu'elles devront prochainement procéder à d'autres adaptations alors que 39 % disent que ce sera « peut-être » le cas.

Les investissements sont considérés comme « très importants » par près d'une société sur cinq et « assez importants » par 55 % des répondants. Un quart juge le coût de la digitalisation « peu important ». La taille des sociétés joue ici un grand rôle puisque 38 % des entreprises de plus de 100 collaborateurs jugent la digitalisation coûteuse, contre 11 % seulement de celles qui occupent moins de 30 personnes.

5. UN GRAND POTENTIEL DE ROBOTISATION

Les résultats de l'enquête permettent de tirer un enseignement catégorique à propos de la robotisation, qui concerne aussi les services grâce à la mise en place de logiciels capables de remplacer le personnel dans toutes les procédures standard : le processus n'en est qu'à ses débuts et recèle un grand potentiel.

Seules 2 % des entreprises vaudoises ont déjà procédé à une robotisation de la production (pour rappel, il s'agit de la mise en place de machines « intelligentes », qui échangent entre elles ou permettent une gestion en temps réel des stocks, par exemple) ou des prestations de services. Mais 7 % estiment que cela est « tout à fait » envisageable et 27 % que c'est « plutôt » envisageable. Il n'y a pas de différence significative entre l'industrie et le tertiaire. Les plus grandes entreprises sont davantage enclines à envisager de confier leurs activités à des machines de la nouvelle génération. En revanche, et c'est surprenant, plus de la moitié des sociétés, y compris dans l'industrie, estiment que la robotisation n'est pas envisageable.

L'impact sur les effectifs a été ou serait neutre pour une petite majorité des entreprises (52 %). Mais un bon tiers fait état d'une réduction du personnel. Plus l'entreprise compte de collaborateurs, plus l'introduction de machines intelligentes a ou aurait un impact négatif sur l'emploi : 64 % des sociétés de plus de 100 collaborateurs parlent de baisse des effectifs avec la robotisation. À l'inverse, 13 % des entreprises estiment que cette évolution permettra de créer des postes de travail. Dans les petites structures, une société sur cinq se déclare dans cette situation.

6. LES RESSOURCES HUMAINES ABORDENT UN TOURNANT

La gestion du personnel n'échappe pas au tournant numérique. Une société sondée sur cinq a déjà mis en place des formations liées à la digitalisation et une sur six le prévoit. La réflexion est en cours auprès d'un quart des entreprises vaudoises et le secteur tertiaire en fait davantage que l'industrie sur ce terrain.

Souvent présentée comme un frein à la transition digitale, l'attitude du personnel n'influe négativement que dans une minorité de cas. Plus de 80 % des entreprises concernées par la digitalisation affirment qu'elles ne rencontrent pas de résistance du personnel (43 %) ou que celle-ci reste faible (40 %). Les situations de résistance « assez forte » concernent une entreprise sur six.

Quant à l'embauche, un quart des entreprises a déjà intégré à plusieurs reprises l'élément « sensibilité ou aptitude aux défis numériques » lors de l'engagement d'un collaborateur. Plus de 71 % n'ont en revanche pas encore requis ce type de compétence lors du recrutement de personnel.

7. LE NUMÉRIQUE, UNE CLAIRE OPPORTUNITÉ

Le verdict est sans appel : 60 % des sociétés vaudoises voient dans la transition numérique une chance, contre 16 % un risque. Les 24 % restants ne se prononcent pas.

Mais il est vrai que l'analyse des entreprises est tout en nuances. Les effets les plus positifs évoqués par les répondants sont l'augmentation de l'efficacité, la possibilité de mieux adapter les produits à la demande, la réduction des coûts de production et de distribution et l'amélioration de la capacité concurrentielle en général. Revers de la médaille, une majorité d'entreprises pointe du doigt les contrecoups potentiellement négatifs sur la protection des données et le droit du travail. L'avis des entrepreneurs est enfin partagé quant aux conséquences sur l'emploi : une moitié s'attend à des répercussions positives, l'autre à des retombées négatives. Un même relatif scepticisme ressort de leur analyse de la fiscalité.

**CHAMBRE VAUDOISE
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

Avenue d'Ouchy 47
1006 Lausanne

TÉLÉPHONE + 41 (0)21 613 35 35

FAX + 41 (0)21 613 35 05

E-MAIL cvcicvci.ch

WEB www.cvci.ch

TRANSPORTS PUBLICS

M2 ou bus TL n° 2

Maladière-Désert : arrêt Jordils

ÉDITEUR

Chambre vaudoise du commerce
et de l'industrie (CVCI)

HORAIRES D'OUVERTURE

Lundi au vendredi

07 h 45 – 12 h 00

13 h 30 – 17 h 00

